

Changement climatique : la science effacée par la politique

Karine Berger, Grégoire Biasini*

En mars 2023, le sixième rapport complet du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) synthétise les connaissances scientifiques acquises entre 2015 et 2021 sur le changement climatique, ses causes, ses impacts et les mesures possibles pour l'atténuer et s'y adapter. Il résume les travaux des trois groupes de travail sur la science du climat, les impacts, l'adaptation et l'atténuation. Il confirme sans équivoque le rôle des activités humaines dans le réchauffement climatique et souligne l'urgence d'agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements déjà en cours. Ce sixième rapport d'évaluation constituait la base scientifique principale ayant servi de premier bilan mondial de l'accord de Paris dans la perspective de la COP28 à Dubaï (Émirats arabes unis) qui se tenait à la fin de l'année 2023.

Or, qu'entend-on en ouverture de cette COP28? «Il n'existe pas de données scientifiques, pas de scénario, qui indiquent que l'élimination progressive des combustibles fossiles permettra d'atteindre le seuil de 1,5 °C [de réchauffement climatique par rapport à l'ère préindustrielle]» [*The Guardian*, 2023]. Ces propos sont ceux du président de la COP28 en novembre 2023! Cette déclaration suscitera beaucoup d'émoi, d'autant que son auteur, Sultan al-Jaber, dirige la compagnie pétrolière et gazière des Émirats, la Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC).

Cette déclaration n'a finalement pas influencé la conclusion de la COP28 de 2023 — puisque la

déclaration finale des 198 États membres affirme pour la première fois la nécessité de s'éloigner des énergies fossiles —, mais elle traduit la vivacité des intérêts dans le champ de l'énergie et leurs conséquences sur les débats autour du réchauffement climatique mondial.

Le réchauffement climatique, ainsi que ses conséquences économiques et collectives, est un cas d'école de la bataille politique mondiale qui est actuellement menée contre la connaissance scientifique. Dans cette nouvelle croisade, les enjeux énergétiques et climatiques occupent même une place centrale.

L'affrontement entre l'administration Trump et la science du climat

Dès 2012, le futur président Trump affirmait que «le concept de réchauffement climatique a été créé par et pour les Chinois pour rendre l'industrie américaine non compétitive» [*Le Monde*, 2018]. Cette assertion préfigurait, sans qu'il soit alors possible encore de le savoir, une véritable révolution : la création d'un écart flagrant entre la réalité scientifique et le discours politique.

Depuis sa réélection, cet écart a pris de nouvelles proportions : à partir de début 2025, l'administration Trump agit ouvertement contre toute la connaissance du réchauffement climatique, tant par la mise en cause de celle qui existe que l'empêchement de la poursuite des recherches. Ainsi, les preuves scientifiques du réchauffement climatique sont la cible prioritaire de l'administration Trump afin de «planter un poignard au cœur de la religion du changement climatique» [EPA, 2025]. Le licenciement le plus symbolique est

* Palomar.

Karine Berger et Grégoire Biasini sont les auteurs de *Quand la France se détourne de la science*, aux éditions Odile Jacob, 2025.

celui de Katherine Calvin [*Le Monde*, 2025], scientifique en chef de la NASA, spécialiste du climat, coprésidente du GIEC. L'agence qui étudie les conséquences du réchauffement sur les océans (National Oceanic and Atmospheric Administration, NOAA) doit être démantelée selon le «Projet 2025» des conservateurs américains : elle a fait l'objet de l'une des toutes premières «descentes» du Department of General Efficiency (DOGE, alors dirigé par Elon Musk) et l'agence de météo qui en fait partie, dont le rôle est notamment de surveiller les ouragans, les tempêtes et les conséquences du changement climatique, le National Weather Service, devra supprimer quelques 1 000 personnels sur un total de 4 000.

Pour ce qui est des connaissances à venir, le «Projet 2025» prévoit également une remise à plat complète du *U.S. Global Change Research Program* (USGCRP), le programme américain coordonnant toutes les études sur le changement climatique. Logiquement, le programme d'observation de la Terre de la NASA, chargé du relevé des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, a également été supprimé. Et tout aussi logiquement, les rapports passés sur le changement climatique ont disparu des sites fédéraux. Plus opérationnellement encore, Lee Zeldin, le nouvel administrateur de l'agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency, EPA), a immédiatement supprimé 31 textes de règlements de protection de l'environnement, mais également le texte fondateur de 2009, clé de voûte des réglementations contre la pollution, qui considère que les gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone et le méthane réchauffent la Terre et que ce réchauffement représente une menace pour la santé publique.

«*Drill, baby drill*» : les intérêts énergétiques contre la science

Ne nous y trompons pas : la destruction systématique des données scientifiques et des recherches scientifiques en matière de réchauffement climatique n'est pas seulement dictée par l'idéologie ou les convictions du président Trump. La motivation est d'abord et avant tout

celle des intérêts économiques et énergétiques de groupes économiques et d'États américains.

L'effacement des constats scientifiques de la responsabilité humaine dans le réchauffement est crucial pour mettre en œuvre la promesse de campagne devenue iconique «*drill, baby, drill*» visant à soutenir le forage d'hydrocarbures, l'abondance de ces derniers permettant d'assurer une énergie peu chère et de contribuer à la compétitivité des industries américaines. Même les électeurs du Parti républicain diplômés, qui ont tous les éléments pour savoir que la science a raison, se rallient à l'affirmation que l'activité humaine n'a aucun rôle dans le réchauffement climatique. L'un des premiers décrets signés par le nouveau président dès le 21 janvier 2025 a donc été le retrait des États-Unis de l'accord de Paris visant à réduire les émissions carbone.

En matière de climat, la remise en cause de la trajectoire de décarbonation des États-Unis par les décisions de l'administration Trump est une mauvaise nouvelle pour la planète. Elle marque un point d'orgue mais elle n'est pas isolée. De fait, elle s'appuie sur et légitime une critique sociale des difficultés induites par les politiques de réduction des émissions qui concernent la plupart des pays occidentaux. À cet égard, des mouvements de protestation comme celui des gilets jaunes lui font d'une certaine façon écho, puisque son premier moteur était une forme de taxe carbone.

En France aussi, les représentations politiques structurent les opinions sur le climat

Dans une enquête de 2021 de l'IFOP «Les Français et la science», un quart des enquêtés considèrent que le changement climatique est d'origine naturelle, là où deux tiers des enquêtés affirment que les activités humaines exercent une influence sur ce dernier. Plus les générations sont âgées, plus elles pensent que le réchauffement climatique résulte uniquement d'un cycle naturel. Ainsi, un tiers des personnes nées entre 1941 et 1958 considèrent le réchauffement climatique comme issu d'un phénomène cyclique.

À titre comparatif, un quart des 1976-1990 et moins d'un cinquième des 1991-2002 partagent cette opinion. Cette situation marquée et clivante de climatocépticisme se serait encore amplifiée au cours des années toutes récentes. Dans l'étude de l'Observatoire International Climat et Opinion Publiques (EDF/Ipsos), 37 % des Français seraient qualifiés de climatocéptiques, dont 29 % considérant qu'il y a un changement climatique mais pas d'origine humaine (les 8 % autres pensent qu'il n'y a pas de réchauffement climatique) [Ipsos et EDF, 2022]. Sur les trente pays sondés, la France est le sixième pays dans lequel le doute sur l'origine humaine du changement climatique a le plus augmenté.

Qu'est-ce qui explique que l'on est (ou que l'on devient) climatocéptique alors que les rapports des scientifiques démontrent tous, depuis 30 ans¹, que l'homme a un rôle central dans le réchauffement climatique : l'âge? le niveau d'éducation? Non. Aujourd'hui, le facteur le plus significatif est l'opinion politique.

Une preuve en a été donnée aux États-Unis par l'étude de Dan Kahan, professeur de droit à Yale [Kahan, 2015]. Réalisée en 2015 à partir d'un panel de 2000 personnes, l'étude constate dans un premier temps que, au global, plus on a obtenu un diplôme élevé, plus on est susceptible de penser que l'activité humaine est responsable du réchauffement climatique. Mais le chercheur a contrôlé cette variable par l'opinion politique des répondants. Le résultat est stupéfiant : la causalité entre niveau de diplôme et confiance dans la science s'amplifie pour les personnes dans le camp démocrate mais s'inverse totalement pour les répondants du camp républicain. Quand on vote pour le parti républicain, plus on est diplômé, plus on est climatocéptique!

Ce clivage avant tout politique de la défiance envers la science climatique est partiellement vérifié en France. En 2022, les sympathisants de gauche et les sympathisants La République en marche (LREM, devenu Renaissance) sont nettement davantage convaincus de l'origine humaine du phénomène (à plus de 70 %); de l'autre, les sympathisants de droite et ceux du RN

(Rassemblement national) sont moins convaincus (à moins de 60 %).

Ainsi, l'opinion sur la question du réchauffement climatique tend-elle désormais à s'exonérer des faits et connaissances reconnues : elle se nourrit *a contrario* de l'adhésion à une doxa politique indépendante des vérités reconnues.

Le double débat impossible : sur le réchauffement et sur de nouvelles solutions technologiques énergétiques

Les mises en cause de la science ne sont pas nouvelles. Ce qui l'est, c'est la coexistence d'un niveau de connaissance élevé et validé avec des formes de contestation toujours plus déconnectées du savoir. Cette situation tient à un triple phénomène en cours dans nos sociétés : une défiance ancrée envers toutes les institutions et statuts; une activation du doute par les mécaniques de fonctionnement des médias et, plus encore, des réseaux sociaux; une polarisation croissante d'ordre politique reposant sur des formes de radicalisation de l'adhésion à un camp.

Parmi les causes de cette défiance, les crises technologiques ont un rôle majeur. L'une d'elles a profondément influencé nos représentations énergétiques : l'effondrement du dôme de protection de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986. Cette catastrophe, et les silences des responsables gouvernementaux qui l'accompagnent, constituent un tournant dans l'imaginaire collectif sur le nucléaire. Ils provoquent un traumatisme mondial qui va remettre en question quarante ans de recherche et d'apport de la science dans ce domaine. La rhétorique d'une nouvelle ère de l'apocalypse, inventée par la science qui devait nous en délivrer, se développe, avec l'image du champignon de Hiroshima inscrite dans tous les inconscients.

Dans le débat sur le réchauffement climatique, ce traumatisme sur la perception d'énergie d'origine nucléaire n'est pas neutre : l'évocation de toute solution technologique éventuelle — et en premier lieu des solutions de technologie

nucléaire — pour contrecarrer les émissions de gaz à effet de serre réactive les angoisses et la perception des menaces. Et cela renforce d'autant la bascule du débat d'un champ scientifique vers un champ purement politique.

Deux fronts politiques se sont ainsi peu à peu créés, tous les deux en opposition directe avec la science : le front de la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique (voire son existence même), et le front de l'idée que le progrès, des solutions technologiques nouvelles, pourraient permettre à la fois de répondre aux besoins énergétiques de la planète et de baisser les émissions des gaz à effet de serre. La conséquence ? Peu à peu les décisions d'investissement se bloquent, le débat sur de nouvelles infrastructures sur notre territoire — y compris dans les énergies renouvelables — devient interdit par peur de réactions politiques et sociales.

Inventer une nouvelle gouvernance

Pour rendre les investissements dans notre avenir notamment énergétique de nouveau possibles, il est urgent que les questionnements scientifiques sur le réchauffement climatique, tout comme les avancées ou innovations mises en avant, soient lavés de tout soupçon quant aux intentions de ceux qui les portent. Car, dans la société de défiance et de peur qui est la nôtre, le doute est le premier carburant de l'hostilité envers le progrès scientifique. Cela implique des changements pour améliorer la transparence et la gouvernance des décisions qui ont une dimension scientifique.

Et sur les nouveaux projets d'infrastructures énergétiques, la transparence doit porter sur l'intérêt à agir, la crédibilité de l'auteur et ses références, la robustesse de sa méthode. La gouvernance est une question clé. Les organismes publics en charge de l'évaluation sont eux-mêmes parfois soupçonnés d'être de parti pris. Une nouvelle méthode d'évaluation est à envisager : elle devra articuler la diversité des points de vue et l'évaluation de leur crédibilité. Dans les résultats de ses investigations, elle devra

également savoir pointer les éléments de doute qui peuvent subsister sur toute question, en clarifier les enjeux et les risques. Bref, se donner les moyens d'une objectivation à partir de laquelle les autorités politiques, *in fine*, pourront appuyer leur décision en expliquant quels raisons ou intérêts auront été privilégiés, ou pas.

NOTE

1. Pour retrouver tous les rapports du GIEC : <https://www.ipcc.ch>.

RÉFÉRENCES

Berger K., Biasini G., 2025. *Quand la France se détourne de la science*, éditions Odile Jacob.

EPA, 2025. Lee Zeldin, 12 mars 2025, <https://www.epa.gov/newsreleases/epa-launches-biggest-deregulatory-action-us-history>, "Today is the greatest day of deregulation our nation has seen. We are driving a dagger straight into the heart of the climate change religion to drive down cost of living for American families, unleash American energy, bring auto jobs back to the U.S. and more".

Ipsos et EDF, 2022. «Observatoire International Climat et Opinion Publiques», vague 2022.

Kahan D.M., 2015. "Climate-Science Communication and the Measurement Problem", *Advances in Political Psychology*, 36, 1-43 (2015), Yale.

Le Monde, 2018. «Donald Trump ne nie plus le changement climatique, mais espère un retour à la normale», 15 octobre 2018, https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/10/15/donald-trump-ne-nie-plus-le-changement-climatique-mais-espere-un-retour-a-la-normale_5369461_1652612.html.

Le Monde, 2025. «La NASA licencie la chercheuse sur le climat Katherine Calvin, scientifique en chef de l'agence», 11 mars 2025, https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/03/11/la-nasa-licencie-sa-scientifique-en-chef-une-chercheuse-sur-le-climat_6579156_3244.html.

The Guardian, 2023. "COP28 president says there is 'no science' behind demands for phase-out of fossil fuels", 3 décembre 2023, <https://www.theguardian.com/environment/2023/dec/03/back-into-caves-cop28-president-dismisses-phase-out-of-fossil-fuels>.

BIOGRAPHIES

Formée à l'École polytechnique (X93), **KARINE BERGER** a occupé des postes de direction au ministère de l'Économie et des Finances et au sein de grands groupes privés. Elle a siégé à l'Assemblée nationale en tant que députée des Hautes-Alpes de 2012 à 2017.

GRÉGOIRE BIASINI, fondateur du cabinet de conseil Palomar, conseille les organisations afin de protéger ou promouvoir leur réputation. Il travaille notamment sur les sujets d'acceptabilité (de projets ou d'innovations) ayant des dimensions sanitaires et environnementales et aide les entreprises à réagir aux débats de société qui percutent leurs activités. Il enseigne ou intervient depuis des années sur la communication de crise, l'acceptabilité ou la crédibilité de la parole scientifique (Sciences Po, HEC, Arts et Métiers) et forme les dirigeants à la gestion de crise et aux prises de parole.